



Trop peu de terres agricoles sont consacrées aux cultures vivrières sur l'île

Oasis Réunion estime que les méthodes de l'agriculture biologique sont compatibles avec les perspectives d'autonomie alimentaire.

La Réunion ne serait autonome qu'à 15 % sur le plan alimentaire selon **Oasis Réunion**. Le collectif vient préciser sa radioscopie du territoire et estime désormais que la surface agricole utile dévolue à la production alimentaire est largement insuffisante.

« *Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait* », cette citation attribuée à Mark Twain pourrait illustrer sans mal la démarche entreprise par **Oasis Réunion**. Le collectif citoyen milite depuis quelques années pour atteindre une **autonomie alimentaire à La Réunion** et il commence à faire bouger les lignes. Alors que le sujet rencontre une adhésion grandissante tant auprès de la population que des pouvoirs publics sur l'île, les militants ont publié, depuis le début du mois d'octobre, une étude qui vient éclairer plus précisément le chemin qui reste à parcourir pour que le territoire soit autosuffisant sur le plan alimentaire.

Étape capitale dans cette « **radioscopie** » locale, le résultat de l'évaluation de la surface agricole utile (SAU) mobilisable pour nourrir la population réunionnaise va être communiqué très prochainement. « *Le potentiel de production alimentaire est une question clé*, insiste Bernard Astruc, l'un des coordonnateurs d'**Oasis Réunion**. *Sur les 250 000 hectares que compte l'île, 50 000 sont utilisés comme SAU. Et là-dedans, il y a 23 000 à 24 000 hectares de cannes et 5 000 de jardin.* »

Un enjeu de poids

En clair, pour nourrir les 900 000 Réunionnais présents chaque année sur l'île, en comptant les touristes, environ 20 000 hectares sont destinés à la culture vivrière. Un ratio faible dans la mesure où le collectif estime qu'il faudrait produire 500 000 tonnes d'aliments par an pour nourrir la population de l'île et qu'actuellement l'**autonomie alimentaire** ne correspond qu'à 15 % des denrées consommées localement. « *Nous avons cherché à donner une image aussi fiable que possible de la couverture alimentaire à La Réunion et nous sommes parvenus à un certain nombre de préconisations pour l'améliorer.* »

Parmi ces préconisations, on trouve notamment une volonté d'augmenter les parcelles de surface agricoles utiles, l'optimisation du rendement des cultures grâce à l'agroforesterie mais aussi la transition de la culture de la canne vers la culture vivrière. Un point indispensable tant le poids de la canne reste important dans l'agriculture réunionnaise. Pour y parvenir, l'un des principaux leviers proposés par le collectif est de « **revaloriser le métier d'agriculteur** » tout en « *encadrant la distribution de produits alimentaires* » et en évitant le gaspillage alimentaire.

Le programme est ambitieux mais il est à la mesure de l'enjeu. **Sécuriser des ressources alimentaires en qualité et en quantité suffisantes pour les Réunionnais n'est plus une question annexe**. À l'heure où le dérèglement climatique est une réalité chaque jour plus tangible, ses effets vont inévitablement se faire sentir sur la production agricole. Des effets auxquels il faut ajouter une difficulté à prévoir l'avenir à moyen terme des transports de marchandises qui risquent eux aussi d'être impactés par d'actuelles, ou futures, crises sanitaires.